Le juge peut-il ordonner une expertise informatique pour vérifier l'intégrité d'un document RH ?

Réponse courte

Oui. Le juge dispose du pouvoir d'ordonner les mesures d'instruction qu'il estime utiles, et l'expertise technique en fait partie lorsque l'authenticité ou l'intégrité d'une pièce numérique est sérieusement contestée.

Il faut cependant la justifier. Une demande d'expertise fondée sur une simple dénégation n'aboutit pas : il faut désigner **ce qui cloche** — un décalage entre la date affichée et la date de dernière modification, une incohérence avec les autres pièces, une signature dont le certificat pose question. L'expertise vient trancher un doute étayé, elle ne sert pas à en faire naître un.

Elle est de surcroît coûteuse et lente. Avant de la solliciter, deux vérifications gratuites règlent souvent la question : réclamer le **fichier natif** avec ses métadonnées, et confronter la pièce aux éléments matériels du dossier — virements, plannings, échanges datés.

Définition

L'**expertise** est une mesure d'instruction confiée à un technicien, qui éclaire le juge sans le lier : celui-ci apprécie librement les conclusions du rapport.

L'**intégrité** est l'absence de modification depuis l'établissement du document. Elle se distingue de l'**authenticité**, qui est le rattachement à son auteur véritable.

Questions fréquentes

L'expertise informatique est-elle une mesure rapide ?

Non. Elle est coûteuse et lente, ce qui explique qu'elle intervienne en dernier recours, pour trancher un doute déjà étayé.

Le tribunal peut-il faire examiner techniquement un fichier contesté ?

Oui. Le juge peut ordonner les mesures d'instruction qu'il estime utiles, dont l'expertise technique, lorsque l'authenticité d'une pièce numérique est sérieusement contestée.

Que peut établir une expertise sur un document numérique ?

Les dates de création et de modification, l'identité du dernier utilisateur, l'existence de versions antérieures et la validité technique d'une signature électronique.

Quelles vérifications gratuites précèdent utilement une demande d'expertise ?

Réclamer le fichier natif avec ses métadonnées, et confronter la pièce aux éléments matériels du dossier : virements, plannings, échanges datés.

Une simple dénégation suffit-elle à obtenir une expertise ?

Non. Il faut désigner ce qui cloche : un décalage entre la date affichée et la date de dernière modification, une incohérence avec les autres pièces, un certificat douteux.

© 2026 www.pixie.lu · IA/RH spécialisée en droit du travail luxembourgeois

Conditions d’exercice

Une expertise s'obtient sur un doute motivé, jamais sur une contestation de principe.

Élément	Régime
Pouvoir du juge	Il peut ordonner les mesures d'instruction utiles
Doute motivé	Condition pratique : désigner l'incohérence relevée
Fichier natif	Indispensable à l'expertise : une impression ne porte aucune métadonnée
Signature qualifiée	La présomption d'équivalence rend l'expertise plus difficile à obtenir
Pièce non signée	L'intégrité restant à établir, le doute est plus facilement retenu
Force du rapport	Le juge n'est pas lié par les conclusions de l'expert
Coût et délai	À mettre en balance avec l'enjeu du litige

Modalités pratiques

Une demande d'expertise se prépare en réunissant d'abord ce qui la rend nécessaire.

Étape	Détail
Demande du fichier natif	Le réclamer avant toute chose : l'expertise en dépend
Relevé des incohérences	Lister précisément dates, auteurs et écarts constatés
Confrontation	Comparer aux pièces matérielles avant d'engager une mesure coûteuse
Conservation en l'état	Ne pas ouvrir ni enregistrer le fichier litigieux
Périmètre proposé	Formuler des questions techniques précises plutôt qu'une mission générale
Journaux	Demander la production des journaux d'accès et d'audit
Proportion	Mettre le coût de l'expertise en regard de l'enjeu réel

Pratiques et recommandations

L'expertise est souvent inutile parce que la réponse figure déjà dans les métadonnées. Réclamer le fichier natif et en lire les propriétés coûte quelques minutes et suffit fréquemment à établir le décalage entre la date affichée et la date réelle de création. C'est le premier réflexe, avant toute demande au juge.

© 2026 www.pixie.lu · IA/RH spécialisée en droit du travail luxembourgeois

La conservation du fichier en l'état conditionne l'expertise. Certaines applications actualisent la date de dernière modification à la simple ouverture, ce qui détruit précisément l'élément à examiner. Transmettez le fichier reçu sans l'ouvrir, et travaillez sur une copie.

La signature qualifiée ferme largement ce débat. Un document ainsi signé bénéficie d'une présomption d'équivalence avec la signature manuscrite, et sa contestation suppose de renverser cette présomption — ce qui rend l'expertise plus difficile à obtenir. C'est une raison supplémentaire d'y recourir pour les actes qui comptent.

Cadre juridique

Référence	Objet
Art. 1315 du Code civil	Charge de la preuve pesant sur celui qui réclame l'exécution de l'obligation
Art. 1322-1 du Code civil	Signature électronique : lien indissociable, garantie d'intégrité, identification
Règlement (UE) 910/2014, art. 25	Présomption d'équivalence réservée à la signature qualifiée
Loi du 25 juillet 2015	Copie certifiée par un PSDC présumée conforme à l'original
Art. L.124-11, paragraphe (3)	Charge de la matérialité et du caractère réel et sérieux des motifs pesant sur l'employeur
Nouveau Code de procédure civile	Mesures d'instruction et expertise judiciaire

Le juge peut ordonner une expertise, mais sur un doute étayé et non sur une dénégation. Réclamez d'abord le fichier natif : la lecture de ses métadonnées suffit souvent, et l'ouvrir soi-même peut détruire l'élément recherché.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.